

Compte rendu de réunion

Émetteur Anne Augereau, DST adjointe

Référence

Date 01/04/2015

Destinataires Agnès Balmelle, Karim Chettouh, Gilles Bellan, Ludovic Debs, Isabelle Giron–Audeoud, Cyril Marcigny, Gilles Prilaux, Gaëlle Ozenfant, Virginie Rocher, Laurent Sauvage.

Copies : Directeurs inter régionaux, CSP, AST

Objet : Synthèse de la réunion du 19 mars 2015

Présents

Anne Augereau (DSTA), Agnès Balmelle (AST GEN), Karim Chettouh (DRHA), Ludovic Debs (CSP NP), Matthieu Lançon (RO NP), Cédric Lelièvre (CSP GEN), Gilles Prilaux (AST CSNE), Virginie Rocher (ISP).

Excusés :

Gilles Bellan (DST), Cyril Marcigny (AST Basse Normandie), Laurent Sauvage (AST NP), Gaëlle Ozenfant (CSP NP)

1) Objectifs de la réunion :

- Clarification, complétion et mise à jour à apporter à l'instruction DG 113 en vigueur ;
- Evaluation des leviers d'amélioration méthodologiques dans la définition des protocoles d'intervention.

2) Déroulement de la réunion :

- Présentation de Matthieu Lançon (Cf powerpoint) :

- Archéologie et séquelles de guerre (humaines, économiques, médicales, environnementales, culturelles...) ;
- Dangerosité particulière des armes chimiques dont les contenants sont banalisés (bouteilles en verre, en grès...) ;
- Information et formation à développer pour faire cesser certains comportements « antiquaires » à l'égard des objets de deux derniers conflits mondiaux ;
- Nécessité de développer l'identification de ces gaz et le suivi médical des personnes exposées.

- Traitement des sujets prioritaires identifiés à la lecture de la DG 113 lors de la réunion du 4/11/2014 :

- Distinguer les actions et les mesures à prendre en diagnostic et en fouille ;
- Clarifier la partie traitant des sépultures ;
- Clarifier les termes engins de guerre/ déchets de guerre et structure ;
- Développer la partie dédiée aux études préalables particulièrement l'exploitation des données cartographiques à partir des SIG ;
- Informer sur les potentialités en matière d'études préalables électromagnétiques destinées au relevage de munitions ;
- La prise en compte du suivi médical et psychologique post/traumatique des agents exposés.

3) Synthèse des travaux pour compléter l'instruction DG 113 :

Préliminaires :

- Les principes de sécurité et de précaution énoncés dans l'actuelle DG 113 seront totalement préservés, voire renforcés dans la version modifiée ;
- La décision du MCC d'inclure, dans patrimoine culturel, les vestiges liés aux derniers conflits en fait des objets d'étude scientifique ; cette mise en lumière permet en parallèle de renforcer l'information et la formation sur ces sujets, dont les traces matérielles sont souvent abordées dans la clandestinité ;
- Il convient d'élargir l'application de la DG 113 aux sites impactés par les conflits des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles (1870, 14-18, 39-45).

Actions et mesures en diagnostic et en fouille :

- Développer les études préalables sur l'emplacement de la prescription, notamment dans les zones à risque (notamment des zones dites « rouges » à l'échelle des communes), avec la documentation aujourd'hui disponible tout en l'enrichissant continuellement par des données cartographiques ;
- En fonction de la force du risque, 3 actions à envisager : dépollution pyrotechnique de la zone ; demande de levée de la prescription, totale ou partielle ; accueil sécurité renforcé en début de chantier ;
- L'évaluation du risque doit associer l'Inrap (AST, CSP...), le MO et le service de déminage ; le cas échéant, elle peut se fonder sur la détection électro-magnétique pour cerner la zone à exclure ;
- En parallèle, alimentation continue d'un fond documentaire permettant d'affiner la cartographie des zones à risque (levés topographiques des tranchées et des trous d'obus, canevas de tirs, logiciels, partenariats avec des services et structures archéologiques récoltant ces informations...).

Traitement des sépultures :

- Dégagement sommaire, arrêt immédiat en cas de présence de munitions ;
- Contact avec la sécurité civile (mettre à jour la liste) ;
- Discussion à prévoir avec la SDA pour nouer un partenariat avec l'ONAC (Anciens combattants) pour la fouille et la levée des corps.

Définition des engins de guerre/ déchets de guerre et structure :

- Mieux définir les structures liées aux activités de combat (tranchées, stocks à munition...), à exclure de l'intervention au-delà d'un levé topographique minimal ;
- Elaborer des fiches « engins de guerre » (obus...) et « déchets de guerre » (munition, bouteilles...) avec les démineurs à des fins d'information et de formation ;
- Informer sur les potentialités en matière d'études préalables électromagnétiques destinées au relevage de munitions.

Suivi médical et psychologique post/traumatique des agents exposés.

- Difficultés pour établir la fiche d'exposition : pas de réponses de la préfecture malgré la sollicitation de l'Inrap ;
- Supprimer la composition de la trousse de secours ;
- Inscrire les infos utiles au suivi médical et psychologique.

Prochaine réunion dédiée au volet formation : le 6 mai 2015
--